

PROVINCES

provinces.union@sonapresse.com

Oyem : plus de 684 millions pour le Centre hospitalier régional

C'EST le budget de l'exercice 2020 arrêté par le conseil d'administration.

E. EBANG MVE
Oyem/Gabon

Le Centre hospitalier régional d'Oyem (CHRO) a tenu son conseil d'administration le 7 novembre dernier, après plus de trois ans de léthargie. Au terme de cette réunion, le budget primitif de l'exercice 2020 a été arrêté, en recettes et en dépenses, à 684 millions 500 mille francs. Soit une légère hausse par rapport à l'exercice précédent.

Les parties prenantes pensent que le directoire actuel du CHR

d'Oyem (autrement appelé hôpital canadien) parviendra à atteindre ce plafond budgétaire grâce aux nouvelles méthodes de recouvrement des recettes propres au sein de cet hôpital, le plus grand en matière de santé publique dans la province du Woleu-Ntem.

"Avec l'arrivée de la nouvelle équipe dirigeante, les recettes sont recouvrées régulièrement. Nous pensons qu'à partir de ces recouvrements, nous pourrions atteindre le budget que nous avons arrêté aujourd'hui", a souligné le président du conseil d'administration (PCA), Jean-Michel Ella Essone.

Pour y arriver, le conseil de gestion a recommandé au directeur général du CHRO, Prosper Abessolo Mengue, et à ses proches



La réunion du conseil d'administration de l'hôpital régional.

collaborateurs, d'opter pour une "gestion transparente, efficace et sincère du budget alloué par l'État et des fonds générés par l'hôpital". Car, dans le passé, et cela pendant plusieurs années, il y a eu des systèmes de recouvrement parallèles dans certains services,

par les personnels soignants. Des détournements de fonds qui n'ont pas souvent permis aux responsables de cet hôpital d'atteindre les objectifs assignés par le gouvernement.

Le budget 2020 sera consacré, en priorité, à l'approvisionnement

régulier en médicaments, à l'adduction en eau, à la construction d'un nouveau bâtiment devant abriter les services d'urgences, à l'apurement de la dette antérieure et à l'amélioration des conditions de vie et de travail du personnel soignant.

Moanda : opération de contrôle des compteurs d'eau et d'électricité



Les techniciens de la SEEG au terme de l'échange avec les élus locaux et les chefs de quartier à Moanda.

Le directeur de la région Est Haut-Ogooué/Ogooué-Lolo de la SEEG, Calvin Ndong Eyeghe, a expliqué le bien-fondé de cette initiative.

Claude-Médard MINKO
Moanda/Gabon

UNE délégation des agents des services techniques (eau et électricité) de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG), venue de Libreville, procède, depuis deux semaines, au contrôle des compteurs d'eau et d'électricité dans les villes de Moanda, Mounana et Bakoumba, dans la

province du Haut-Ogooué. Depuis le début de l'opération, des compteurs ont été arrachés, et des factures d'eau et de courant impayées présentées à certains clients au solde dépassant parfois le million de francs pour des consommations domestiques. La réunion avec les chefs des quartiers et les autorités municipales, le 5 novembre 2019, à l'Hôtel de ville de Moanda, a permis de dissiper certains

malentendus. "Notre mission consiste à vérifier toutes les installations de distribution d'eau et d'électricité, pour y voir clair", a souligné le directeur Est. En quelques jours de terrain, des cas de fraudes ont été démantelés : compteurs d'eau ou de courant bidouillés, branchement direct au poteau, des consommations mensuelles non facturées car ne figurant dans aucun fichier des abonnés de la SEEG, etc.

"Un véritable manque à gagner (...). Il fallait donc y mettre fin. Pour ce faire, nous constatons d'abord la fraude en présence d'un huissier, puis nous procédons à la rupture immédiate de la fourniture d'eau ou d'électricité en retirant le compteur bidouillé, assorti d'une convocation du client à l'agence. Le client est rebranché systématiquement après avoir soldé sa facture, même à 50% avec un échéancier (de plusieurs mois), en fonction de ses moyens, le cas des clients économiquement faibles", a-t-il indiqué à l'assistance.

Franceville : l'ONG "Drépa-Zérocytose Gabon" reprend ses activités



Les membres de l'ONG de lutte contre la drépanocytose.

Nadège ONTOUNOU
Franceville/Gabon

Engagée depuis plusieurs années dans la lutte contre la drépanocytose, l'Organisation non gouvernementale (ONG) "DrépaZérocytose Gabon" du Dr Lucrèce Délicat Loembet, a repris ses activités après trois mois de pause. Le top a été donné au siège de l'ONG sis à Franceville dans les locaux de la direction régionale de santé sud-est.

A en croire son fondateur, lesdites activités vont porter sur le renforcement de la sensibilisation à la drépanocytose

au sein des établissements secondaires du Haut-Ogooué; la recherche des partenariats avec les instances pouvant contribuer à l'amélioration de la prise en charge des drépanocytaires; la mise en place d'une carte de drépanocytaires, etc.

"Au mois de décembre 2019, nous organiserons un arbre de Noël en faveur des enfants drépanocytaires, et l'année 2020 sera bouclée par l'organisation des troisièmes journées scientifiques de la drépanocytose à Moanda du 28 au 30 mai", a indiqué Lucrèce Délicat Loembet. Plusieurs autres points ont été évoqués au cours de cette réunion de reprise d'activités. Le bilan financier et le rapport moral ont été présentés.

A en croire son fondateur, lesdites activités vont porter sur le renforcement de la sensibilisation à la drépanocytose au sein des établissements secondaires du Haut-Ogooué.